

## Séance d'information à l'intention des organisations de la société civile et des autorités locales Programmation régionale de l'UE pour l'Afrique subsaharienne (2021-2027)

Réunion hybride: en personne et en ligne  
30 juin 2022

### Résumé

L'INTPA, en coordination avec le SEAE et dans le cadre du forum politique pour le développement, a accueilli une session d'information avec les organisations de la société civile (OSC) et les autorités locales. Cette session faisait suite à deux consultations sur le plan d'action pluriannuel régional pour l'Afrique subsaharienne (2021-2027) en mars et décembre 2021. Il visait à mettre à jour les participants sur les progrès de la programmation régionale, y compris le plan d'action annuel (PAA) pour 2022 qui est en cours de préparation, et à donner l'occasion aux OSC et aux AL de poser des questions et d'apporter des contributions. Après une présentation du PAA 2022, quatre discussions thématiques ont eu lieu, au cours desquelles des informations supplémentaires sur le PAA 2022 ont été fournies par les représentants de l'INTPA. Voici les points clés des questions et des commentaires soulevés lors de chacune des discussions.

#### Mise à jour sur la programmation

- **Porte d'entrée mondiale (Global Gateway):** les participants ont posé des questions sur la programmation et sa relation avec le RMIP. Il a été précisé qu'il s'agit du cadre stratégique, et non de sommes supplémentaires, et que des actions régionales pourraient être incluses.
- **Team Europe Initiatives (TEI):** Préciser que chaque TEI disposera de son propre mécanisme de pilotage clarifiant le rôle des partenaires nationaux, régionaux et internationaux. Il a été convenu de fournir des contacts aux coordinateurs de l'INTPA et d'organiser une réunion avec les organisations de la société civile et les autorités locales spécifiquement sur les TEI lorsqu'elles seront plus avancées.
- **La répartition géographique dans le RMIP** est due au fait que l'IVCDCl exigeait des lignes budgétaires par sous-région.
- **Diaspora africaine:** leur participation aux consultations du PAA et la possibilité d'une participation à la mise en œuvre en fonction des objectifs du projet ont été confirmées.

#### Sessions thématiques

##### 1. Investissements et emplois, éducation et compétences

- **Investissements et emplois:** Il a été confirmé que les autorités locales continueront d'être bénéficiaires; et l'importance d'une coopération continue avec les initiatives internationales existantes sur ces thèmes. **Les banques sous-régionales** seront également impliquées. Importance de la **complémentarité et du soutien aux structures** et processus existants d'engagement avec le secteur privé, les autorités locales et d'autres parties prenantes.
- **Éducation:** Il a été appelé à se concentrer sur le soutien aux systèmes éducatifs et à assurer la protection en ligne des enfants et des jeunes.

##### 2. Transition verte — Santé

- **Transition verte:** Il a été clarifié qu'un groupe de travail est en cours sur l'adaptation au changement climatique et la résilience, et que les questions de conservation et de changement climatique font partie des travaux sur les systèmes agroalimentaires durables. Il a été convenu de donner suite aux demandes bilatérales d'informations plus détaillées sur des actions spécifiques.
- **Santé:** Il a été clarifié que d'autres initiatives en matière de santé, et pas seulement les vaccins, seront financées en 2022.
- **Mise en œuvre:** Il est conseillé aux OSC de prendre contact avec la délégation de l'UE au niveau national en ce qui concerne la participation.

### 3. Numérique — Intégration économique — Transports

- **Numérique:** L'accent a été mis sur l'ancrage politique; la coordination régionale de la gouvernance et des politiques
- **Corridors de transport:** les objectifs sont en cours de définition en consultation avec les parties prenantes locales.
- **Commerce:** coopération avec chaque région structurée autour de domaines thématiques. Soutien aux pays à travers différents accords commerciaux existants/futurs. Clarification du fait que la conversation bilatérale avec l'OMC est menée par la DG TRADE.

### 4. Paix et sécurité — Gouvernance — Culture — Migration et mobilité

- **Champ d'application:** Il a été précisé que chaque priorité est large et flexible, de sorte qu'elle peut être adaptée pour tenir compte des évolutions, par exemple des conflits ou des situations migratoires transfrontalières. Le mécanisme de financement flexible est distinct de celui d'ECHO et du financement de la réaction rapide, et est soumis à l'approbation des États membres. Les OSC ont souligné l'importance de mettre l'accent sur les femmes et les enfants dans les programmes de migration.
- **Soutien électoral:** se concentre sur le renforcement des capacités africaines.
- **Travailler avec des partenaires:** avec les autorités locales, y compris sur la gouvernance économique, et avec l'IoM.

## Rapport

### I. Introduction et méthodologie

Dans le cadre de ses consultations sur le plan d'action pluriannuel régional pour l'Afrique subsaharienne (2021-2027), le Forum politique pour le développement (FPD) a organisé une réunion d'information avec des membres du FPD, y compris des autorités locales (AL) et des organisations de la société civile (OSC). La session avait pour but d'actualiser les participants sur les progrès de la programmation régionale, y compris le Plan d'action annuel (PAA) pour 2022 qui est en cours d'élaboration, et de fournir une occasion de questions et de contributions. Après une présentation du PAA 2022, quatre discussions thématiques ont eu lieu, au cours desquelles des informations supplémentaires sur le PAA 2022 ont été fournies par les représentants de l'INTPA de la Commission européenne. Les participants peuvent assister à cet événement hybride en personne ou en ligne. Toutes les questions et contributions ont été abordées par les représentants de l'INTPA, y compris celles soulevées dans la boîte de discussion en ligne.

### II. Mise à jour sur la programmation

**Marlene Holzner**, chef d'unité des autorités locales, des organisations de la société civile et des fondations, la DG INTPA a ouvert la réunion et a expliqué que l'objectif est d'informer les autorités locales et les organisations de la société civile de la manière dont leurs recommandations sont incluses. **Luis Moratinos**, responsable des politiques pour les affaires panafricaines au Service européen pour l'action extérieure (SEAE), a souligné que le PRMS et les PAA de l'Afrique Sub-Saharienne respectent les priorités convenues lors du sommet UE-Union africaine (UA) de février 2022; et que l'initiative Global Gateway apporte une valeur ajoutée à ce partenariat.

**Marzia Pietrelli**, chef d'unité adjointe pour les programmes régionaux et multipays pour l'Afrique, la DG INTPA a présenté la mise à jour globale de la programmation. La consultation est en cours et aura lieu deux fois par an tout au long de la période 2021-2027 du cadre financier pluriannuel. Le contexte est le Global Gateway (GG) qui est le nouveau nom de l'offre stratégique de l'UE, mettant l'accent sur des connexions durables pour les citoyens. Le GG est mis en œuvre par le biais de l'initiative Team Europe (TEI): programmes conjoints dans lesquels l'UE collabore avec les États membres, les organisations de la société civile et les institutions financières. L'initiative peut être national ou

régional. 15 TEI régionaux en Afrique sub-saharienne ont maintenant été approuvés par les États membres. La dernière partie de la présentation a fourni une vue d'ensemble de la ventilation du budget du RMIP par six domaines prioritaires et une mise à jour sur le calendrier et le processus du RMIP et des PAA. Les États membres seront impliqués tout au long du processus. Le PAA 2022 est un vaste programme qui est divisé en deux parties.

À la suite de la présentation, les participants **ont posé des questions** éclaircissantes sur la programmation du GG et sa relation avec le RMIP. Plusieurs questions ont été posées sur la façon dont les TEI fonctionneront dans la pratique et sur la façon de contacter le partenaire principal au sujet de la participation. La raison des allocations budgétaires du PRM par région géographique en Afrique sub-saharienne n'était pas non plus claire. Les organisations de la diaspora africaine se sont interrogées sur la participation aux consultations et à la mise en œuvre du PAA. **Mme Petrelli** a précisé que le GG est l'image de marque du cadre stratégique, et non des fonds supplémentaires, et que des actions régionales pourraient être incluses. Chaque TEI disposera d'un coordonnateur et d'un mécanisme de pilotage définissant le rôle de chaque partenaire. L'INTPA fournira des contacts pour chaque unité et il y aura une future réunion avec les OSC et les autorités locales spécifiquement sur les TEI lorsqu'elles seront plus avancées. La répartition géographique dans le budget du RMIP est due au fait que l'IVCDI exigeait des lignes budgétaires par sous-région. **Mme Holzner** et **Marco Sioli**, responsable de programme et relations extérieures, programmes régionaux et multi pays pour l'Afrique, DG INTPA, ont confirmé que les organisations de la diaspora seront incluses dans la consultation et la mise en œuvre conformément aux objectifs du projet.

### III. Sessions thématiques

#### Investissements et emplois, éducation et compétences

**Eduin Matta Castillo**, DG INTPA, a fourni des informations sur les trois principales actions relevant de l'investissement et de l'emploi dans le PAA 2022: I) un projet pilote d'appui aux banques centrales africaines; II) les contributions à l'amélioration de la gouvernance économique en Afrique sub-saharienne; III) une structure plus permanente pour le Forum des entreprises UE-Afrique.

Les participants ont posé des questions sur la participation des autorités locales, notamment en ce qui concerne les réformes budgétaires, et des banques de développement sous-régionales. Ils ont souligné l'importance de travailler avec les structures existantes et ont posé des questions sur l'inclusion financière des femmes. **M. Matta Castillo** confirme que les banques sous-régionales seront également impliquées. Il a affirmé l'importance de la complémentarité et du soutien aux structures et processus existants d'engagement avec le secteur privé, les autorités locales et d'autres parties prenantes. **Vivien Rigler**, DG INTPA, a expliqué que les actions relatives à l'inclusion financière se feront au niveau macro, et non directement avec les bénéficiaires.

**Pietro Romano**, DG INTPA, a expliqué qu'il y aura cinq projets dans le domaine de l'éducation et des compétences. Les quatre premiers sont la continuation des programmes en cours: I) la mise en œuvre du Cadre des qualifications continentales africaines; II) Programme de mobilité académique intra-africaine; III) Initiative d'harmonisation, d'assurance de la qualité et d'accréditation dans l'enseignement supérieur africain («AQUA»); IV) Programme des jeunes dirigeants africains. Le cinquième est un nouveau programme régional d'enseignants pour l'Afrique sub-saharienne.

Les participants ont souligné l'importance de soutenir les systèmes éducatifs et de collaborer avec les établissements de formation technique et professionnelle. Ils ont demandé comment assurer la protection en ligne des enfants et des jeunes, ainsi que les questions liées au genre. **M. Romano** et **Sónia Godinho**, responsable INTPA des programmes pour les enseignants, ont confirmé que l'éducation de base sera abordée dans le programme des enseignants et expliqué l'accent mis sur la culture numérique dans le cadre de solutions holistiques conformément aux priorités africaines.

#### Transition verte — Santé

**Enrica Pellacani**, DG INTPA, a souligné qu'il y a eu un coup de pouce significatif aux programmes pour la transition verte et a fourni une ventilation du budget et une explication de chacune des 12 actions regroupées en 5 groupes:

l'atténuation du changement climatique et la résistance à celui-ci; l'énergie durable; des systèmes agroalimentaires durables; B) la biodiversité; et la gestion transfrontière de l'eau.

Les participants ont posé des questions sur les détails des programmes spécifiques, y compris NaturAfrica; la relation entre le PAA 2022 et l'initiative du GG sur la résilience au changement climatique; et la contribution des programmes agroalimentaires durables aux objectifs en matière de climat et de biodiversité. Plus généralement, les participants ont voulu savoir comment s'engager sur les programmes et sur la coordination entre les délégations de l'UE

**Mme Pellacani** a précisé qu'un groupe de travail est en cours pour un TEI sur l'adaptation au changement climatique et la résilience, et a confirmé que les questions de conservation et de changement climatique étaient intégrées dans la méthodologie des systèmes agroalimentaires durables. Les coordonnées de l'INTPA ont été fournies pour le suivi bilatéral de programmes spécifiques. Il est conseillé aux OSC de prendre contact avec les délégations de l'UE en ce qui concerne la participation au niveau des pays. La délégation responsable assurera la coordination avec les autres pays concernés; des efforts sont faits pour que toutes les délégations aient la même compréhension et puissent intégrer la programmation régionale dans les actions menées au niveau des pays.

En ce qui concerne la santé, **Silvia Logar Zamar**, la DG INTPA a expliqué que, pour l'AAP 2022, l'action principale est le TEI sur la MAV (fabrication et accès aux vaccins, aux médicaments et aux technologies de la santé en Afrique). D'autres initiatives de santé en cours seront également financées en 2022 dans le cadre de la planification ultra-annuelle.

#### Numérique — Intégration économique — Transports

**Fabio Di Stefano**, DG INTPA, a donné un aperçu du budget, des objectifs et des composantes des programmes du PAA 2022 dans chaque domaine thématique. Dans tous les programmes, l'accent est mis sur la cohérence entre les régions. Il y aura un programme numérique sur la gouvernance des données. En ce qui concerne la science, la technologie et l'innovation, un soutien sera fourni aux centres de recherche d'excellence en Afrique pour soutenir la transition verte. En ce qui concerne les transports, l'accent est mis sur le soutien institutionnel à la gouvernance du transport routier. Il y aura deux programmes dans le cadre de l'intégration économique, en s'appuyant sur le soutien aux communautés économiques régionales (CER): i) compétitivité commerciale et accès aux marchés et ii) commerce des services.

En ce qui concerne le commerce, les participants se sont interrogés sur l'engagement avec l'OMC. **M. Di Stefano** a expliqué que la conversation bilatérale avec l'OMC est dirigée par la DG Commerce et que l'UE se concentre sur le soutien aux pays autour d'accords commerciaux existants ou futurs.

#### Paix et sécurité — Gouvernance — Migration et mobilité

**Jorge Pereiro Pinon**, l'INTPA a suivi le groupe à travers les programmes du PAA 2022 prévus pour chaque domaine prioritaire. En ce qui concerne la gouvernance, cela inclut un soutien à i) la feuille de route de l'UA sur la justice transitionnelle; II) l'engagement des OSC dans la gouvernance économique; III) assistance et observation électorales aux niveaux continental et régional; IV) les organisations de jeunesse. Cinq programmes de paix et de sécurité sont prévus pour soutenir les initiatives civiles africaines: I) la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (ICGLR) de vérification conjointe et les mécanismes régionaux de certification des minéraux; II) Capacités de lutte contre le terrorisme en Afrique de l'Ouest iii) ciblant les flux financiers illicites pour lutter contre la criminalité organisée et le terrorisme; IV) la sûreté maritime dans le golfe de Guinée; IV) prévenir et atténuer l'impact des conflits dans 3 zones frontalières. Les actions prévues dans le cadre de la migration et de la mobilité comprennent le renforcement des capacités et le soutien aux initiatives continentales et régionales: I) la protection, le retour et la réintégration des migrants; II) le dialogue sur les migrations et le développement; III) l'appui au protocole de libre circulation et de migration en Afrique de l'Ouest; IV) la réponse aux déplacements forcés dans les Grands Lacs (crise du Burundi); V) une meilleure gestion des migrations dans la Corne de l'Afrique; VI) mécanisme de financement flexible pour les migrations et les déplacements forcés avec une approche «plus pour plus». Enfin, un financement est prévu pour les mesures de soutien: assistance technique, selon les besoins, dans les domaines thématiques.

En ce qui concerne la gouvernance, les participants ont demandé si les autorités locales étaient incluses dans le programme de gouvernance économique et si un mécanisme était prévu pour contrer la participation d'autres pays aux processus électoraux en Afrique. **M. Pereiro Pinon** a confirmé que les autorités locales joueront effectivement un

rôle dans l'engagement dans les budgets nationaux dans le cadre de la participation de la société civile et des citoyens. **M. Sioli** a confirmé que l'UE est consciente du problème de l'influence extérieure sur les élections. L'observation électorale et le renforcement des organes de gestion électorale peuvent contribuer à lutter contre ce phénomène.

En ce qui concerne l'action de Borderlands dans le domaine de la paix et de la sécurité, des questions se sont posées sur l'inclusion d'autres pays et sur les composantes spécifiques de l'action. **M. Pereiro PINON** explique que l'action se poursuivra dans les années à venir, lorsque d'autres pays pourront être ajoutés. L'action a un champ d'application large et flexible et peut donc être adaptée à ce qui est pertinent et il appartient aux délégations de chaque groupe de définir les éléments spécifiques.

Les participants ont eu plusieurs questions concernant la migration, en particulier: les modalités de mise en œuvre de la première action migratoire en matière de protection, de retour et de réintégration; la question de savoir si la composante des Grands Lacs s'adressera aux réfugiés fuyant l'est du Congo; et si le mécanisme de financement flexible est distinct du financement d'ECHO pour les réfugiés. Les participants ont également souligné que les enfants et les femmes ont droit à un soutien spécifique, car ils sont les plus touchés par la migration. **M. Pereiro Pinon** a expliqué que la première action sera principalement mise en œuvre par l'OIM, y compris les deux premières composantes; la mise en œuvre doit encore être décidée pour les deux autres composantes. La réponse à l'afflux de réfugiés relève du domaine d'ECHO; le mécanisme de financement flexible est distinct, mais pourrait être utilisé pour aider un pays à honorer ses engagements internationaux. Les migrants vulnérables, en particulier les femmes et les enfants, sont spécifiquement mentionnés dans les programmes de gestion des migrations.

#### IV. Remarques finales

Dans ses remarques finales, **Mme Petrelli** a remercié les participants pour leurs précieuses questions et commentaires. Il ressort clairement des discussions qu'une communication plus poussée serait utile, en particulier en ce qui concerne les TEI. L'INTPA partagera également ses coordonnées afin que les parties prenantes puissent prendre contact avec des représentants pour poser des questions sur la manière de participer à des actions spécifiques. Le dialogue avec les parties prenantes étant au cœur de ce processus, les consultations se poursuivront et les parties prenantes ont été invitées à faire part de leurs commentaires sur le format dans le cadre d'un exercice structuré.